

Inclusion financière et dynamisation de l'économie locale : étude de cas de la ville de Kananga

Financial inclusion and boosting the local economy: a case study of the city of Kananga

NGINDU KALOMBO André

Docteur en Comptabilité et Finance
Université Notre-Dame du Kasayi (U.KA)
Laboratoire de Recherche en Sciences de Gestion, Comptabilité et Finance
République Démocratique du Congo

MATEMBELA ILUNGA Matthieu

Doctorant
Université Catholique du Congo (UCC)
Laboratoire de Recherche en Sciences Economiques et de Gestion
République Démocratique du Congo

LUKUSA KASANDA Marc

Doctorant
Université Pédagogique Nationale (UPN)
Laboratoire de Recherche en Sciences Economiques, Economie Rurale
République Démocratique du Congo

Date de soumission : 05/01/2026

Date d'acceptation : 02/02/2026

Pour citer cet article :

NGINDU KALOMBO. A. & AL. (2026), « Inclusion financière et dynamisation de l'économie locale : étude de cas de la ville de Kananga », Revue Française d'Économie et de Gestion « Volume 7 : Numéro 2 » pp : 399-422.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons Attribution License 4.0 International License



Résumé

L'inclusion financière dynamise l'économie en élargissant l'accès aux services financiers (épargne, crédit, assurances) pour les individus et les entreprises, ce qui stimule l'entrepreneuriat, favorise l'investissement et réduit la pauvreté. L'objectif principal poursuivi à l'issue de notre recherche était d'une part, d'identifier la commune la moins incluse financièrement dans la ville de Kananga, et d'autre part, de connaître le facteur qui explique l'exclusion financière dans ladite ville. L'atteinte et la vérification de nos hypothèses se sont faites grâce à la méthode descriptive et statistique et à la technique de convenance, d'interview et documentaire, qui nous ont permis d'éclairer l'itinéraire de notre recherche vers la récolte et la présentation des données autour du thème étudié. Dans le même ordre d'idée, les résultats obtenus démontrent que la majorité des personnes dans la ville de Kananga n'ont pas de comptes en banque ou dans les institutions de microfinance ; les hommes ont plus de comptes en banque ou dans les institutions de microfinance et accèdent donc davantage aux services financiers formels que les femmes ; le faible niveau de revenu est un facteur explicatif de l'exclusion financière dans ladite ville.

Mots-clés : « Inclusion financière ; Dynamisation ; Économie locale ; Innovation ; Crédit ».

Abstract

Financial inclusion stimulates the economy by broadening access to financial services (savings, credit, insurance) for individuals and businesses, which promotes entrepreneurship, encourages investment, and reduces poverty. The main objective pursued in this research was, on the one hand, to identify the least financially included municipality in the city of Kananga, and on the other hand, to determine the factor explaining financial exclusion in the same city. The achievement and verification of our hypotheses were carried out through the descriptive and statistical method, as well as convenience, interview, and documentary techniques, which guided our research process toward data collection and presentation related to the study topic. In the same vein, the results obtained show that most people in the city of Kananga do not have bank accounts or accounts in microfinance institutions; men are more likely than women to hold bank or microfinance accounts, and therefore have greater access to formal financial services; low income is a key factor explaining financial exclusion in the city.

Keywords: « Financial inclusion; Stimulation; Local economy; Innovation; Credit».

Introduction

L'inclusion financière est aujourd'hui reconnue comme un levier majeur de développement économique et social, en particulier dans les pays en développement. Elle désigne l'accès effectif et l'usage régulier de services financiers adaptés aux besoins des individus et des entreprises, notamment les comptes bancaires, le crédit, l'épargne et les services de paiement numériques (Demirgüç-Kunt & Klapper, 2013). Cette étude se concentre sur la ville de Kananga, chef-lieu de la province du Kasai-Central en République démocratique du Congo, afin d'analyser comment l'inclusion financière peut dynamiser l'économie locale.

En outre, elle est de nos jours considérée comme un vecteur essentiel pour l'atteinte d'une croissance inclusive et la réduction de la pauvreté dans de nombreux pays en développement, notamment en Afrique. Selon Nomba Issidor, de l'inclusion financière à la croissance inclusive en Afrique, l'auteur montre que l'augmentation du taux de pénétration des institutions financières classiques accessibles aux femmes, aux pauvres, aux PME et le recours accru aux technologies de l'information et de la communication (TIC), constituent des déclencheurs du développement structurel en Afrique (I. NOUMBA, 2022). Cette perspective globale appelle à comprendre les mécanismes locaux, car les effets de l'inclusion ne se manifestent pas uniformément selon le contexte.

En effet, la République démocratique du Congo a adopté la Stratégie Nationale d'Inclusion Financière (SNIF) pour la période 2023-2028, dont les axes incluent l'amélioration de l'accès aux services financiers formels, l'expansion du mobile money, la protection des consommateurs, et l'éducation financière. Ce document de la SNIF précise que le taux d'inclusion en 2022 était estimé à environ 38,5 %, et que l'objectif est de le porter à 65 % d'ici 2028. Ce plan institutionnel traduit la reconnaissance des autorités que l'inclusion financière doit être un pilier de la transformation économique et sociale¹.

De plus, les mécanismes par lesquels l'inclusion financière peut dynamiser l'économie locale s'appuient sur des canaux classiques : le canal des paiements (réduction des coûts de transaction, facilitation de l'échange), le canal de l'épargne (stabilité, accumulation de capital pour l'investissement productif), le canal du crédit et des financements adaptés, le canal de formalisation, qui permet aux entreprises de bénéficier de droits, de protection et d'accès aux marchés plus formels. En outre, le digital et les fintechs apparaissent comme des leviers nouveaux, pour peu que l'infrastructure, la confiance et la littératie suivent, comme le montrent Mapamboli Posa & Kabange Kadima (2025).

¹ Gouvernement de la RDC, *Stratégie Nationale d'Inclusion Financière* (SNIF) de 2023-2028, pp. 10-16.

La ville de Kananga, chef-lieu de la province du Kasai-Central, est une ville caractérisée par une forte informalité, des PME largement sous-capitalisées, et une configuration des infrastructures financières encore limitée. Bien que des institutions de microfinance, coopératives et opérateurs mobiles soient présents, elles ne couvrent pas uniformément tous les quartiers, et des barrières telles que le coût des transactions, la distance, le manque d'identité officielle, ou l'absence de littératie financière persistent. L'étude « Inclusion financière en République démocratique du Congo : étude sur les déterminants de l'exclusion sociale met déjà en évidence ces obstacles à l'échelle nationale (H. KULUDIKA *et al.*, 2024). Toutefois, peu d'études examinent comment ces obstacles spécifiquement influencent la dynamisation économique dans une ville comme Kananga.

En partant de ce contexte, cette recherche proposera de répondre aux questions suivantes :

- Q1 : Dans quelle mesure l'accès et l'usage des services financiers formels (banque, microfinance, mobile money) influencent-ils la croissance, l'investissement et la création d'emplois des PME dans la ville de Kananga ?
- Q2 : Quels sont les déterminants institutionnels, sociodémographiques et socioéconomiques de l'exclusion financière à Kananga ?
- Q3 : Dans quelle mesure l'inclusion financière favorise-t-elle la formalisation des activités économiques informelles et renforce-t-elle la résilience des ménages et des micro-entrepreneurs face aux chocs économiques dans la ville de Kananga ?

Corrélativement à ces questions, découlent les hypothèses ci-après :

- ❖ H1 : L'accès aux services financiers formels (posséder un compte bancaire ou mobile) et l'usage régulier (transactions fréquentes) sont positivement associés à la croissance du chiffre d'affaires, à l'investissement et à la création d'emplois dans les PME de Kananga.
- ❖ H2 : Les obstacles institutionnels (Infrastructures, réglementation, proximité bancaire, absence de documents d'identité, coûts élevés), les facteurs sociodémographiques (genre femme, faible niveau d'éducation, etc.), et socioéconomiques (revenu, taille de la PME) déterminent significativement le niveau d'exclusion financière à Kananga.
- ❖ H3 : L'inclusion financière favorise la formalisation des entreprises informelles à Kananga, laquelle, à son tour, agit comme médiateur entre inclusion et dynamisation économique (emplois, revenus) et l'usage des services financiers numériques (mobile money, paiements électroniques) renforce la résilience économique des ménages et micro entrepreneurs face aux chocs (inflation, instabilité de revenus).

Ainsi, cette étude cherche à analyser comment l'inclusion financière contribue à la dynamisation de l'économie locale de la ville de Kananga, en identifiant les canaux d'influence, les obstacles spécifiques, et les effets différenciés selon genre et formalité, afin de proposer des politiques adaptées dans la mesure où l'inclusion financière y est entendue comme l'accès non seulement aux produits bancaires classiques, mais aussi aux services financiers modernes (microfinance, mobile money, coopératives etc.), leur usage effectif, la qualité des services, et les coûts. La dynamisation économique locale sera mesurée par la croissance des PME/PMI locales, la création ou la préservation d'emplois, les investissements domestiques et la formalisation des activités économiques informelles.

Par conséquent, cette présente recherche se structure autour de quatre sections : une revue de la littérature (théorico-empirique), la méthodologie, l'analyse des résultats, et enfin une discussion critique assortie de recommandations. Elle ambitionne ainsi formuler des perspectives pratiques pour les autorités locales, les prestataires financiers, les institutions bancaires, et les fintechs afin d'améliorer l'inclusion financière effective et son impact économique dans la ville de Kananga.

1. REVUE DE LA LITTÉRATURE

1.1. Revue théorique

1.1.1. Théorie de l'intermédiation financière

Cette théorie, classique en économie du développement, voit dans les institutions financières le rôle de catalyseur de croissance. Par exemple, McKinnon (1973) et Shaw (1973) ont montré que la libéralisation financière et le développement des marchés financiers permettent de mobiliser l'épargne domestique, de réduire les coûts d'intermédiation, et d'allouer le capital vers les secteurs productifs. Bien que ces travaux ne soient pas toujours disponibles en français sous forme d'ouvrage, leur traduction et leurs synthèses dans des revues en français montrent que dans les pays africains, la densité des agences bancaires, la taille du secteur bancaire ou micro financier, et l'accès au crédit formel sont des déterminants essentiels pour l'essor économique local.

1.1.2. Approche des capacités (Capability Approach)

Amartya Sen, dans le développement comme liberté, montre que le développement ne se réduit pas au simple accroissement du revenu mais au renforcement des libertés réelles des individus, ce qu'ils peuvent faire et être. Ainsi, appliquer cette théorie à l'inclusion financière, c'est reconnaître que posséder un compte ou avoir accès au crédit ne suffit pas ; il faut que les individus aient les moyens réels (éducation, identité, coûts abordables, infrastructure) de faire

usage de ces services, ce qui est particulièrement pertinent pour les femmes ou les populations vulnérables à Kananga, (AMARTYA S., 2000).

1.1.3. Théorie des institutions / Nouvelle économie institutionnelle

Douglas C. North, Institutions, changement institutionnel et performances économiques, présente l'idée que les institutions formelles (lois, régulations, sécurité des contrats) et informelles (normes sociales, confiance) conditionnent fortement la performance économique, (DOUGLASS North, 1991). Dans le cas de Kananga, cette théorie sert à étudier comment les institutions locales (régulations bancaires, registre des sûretés mobilières, identité légale, coûts administratifs) influencent l'accès au secteur financier et son impact sur l'investissement et la formalisation.

1.1.4. Théorie de la diffusion de l'innovation

Everett Rogers identifie plusieurs caractéristiques qui favorisent ou freinent l'adoption d'une innovation : avantage relatif, compatibilité, complexité, essai, visibilité, (EVERETT R., 2004). Appliquée aux fintechs, mobile money ou paiements numériques à Kananga, cette théorie aide à comprendre pourquoi certains micro-entrepreneurs adoptent ces outils alors que d'autres non, dépendant de leur niveau d'éducation, de familiarité avec la technologie, de coût et de confiance.

1.1.5. Théorie du genre en économie / économie féministe

Naila Kabeer examine comment les contraintes de genre, normes sociales, accès à propriété, division du travail domestique influencent l'accès des femmes aux ressources, y compris financières, (NAILA Kabeer, 2010). Ce cadre théorique permet de poser des hypothèses sur les obstacles spécifiques que rencontrent les femmes entrepreneures à Kananga et comment l'inclusion financière pourrait les affecter différemment.

1.2. Revue empirique

L'inclusion financière devient un levier indispensable déclencheur d'un développement inclusif et de l'atténuation des effets néfastes de la pauvreté dans de nombreux pays en développement. Cette question a ainsi fait objet de plusieurs études, notamment :

L'incidence des institutions de microfinance dans la lutte contre la pauvreté, cas de l'ADVANS/CONGO avec ADB NKASHAMA qui a mené son étude sur 50 bénéficiaires et 10 responsables d'agence en aboutissant aux résultats attestant que 75% des bénéficiaires ont amélioré leur niveau de vie ; 60% ont accès à des services financiers pour la première fois ; taux de remboursement des prêts de 85% ; augmentation de 30% des revenus mensuels moyens des bénéficiaires ; 40% des bénéficiaires ont créé une entreprise ou une activité

génératrice de revenus et 50% des bénéficiaires ont amélioré leur niveau d'éducation financière. Il a conclu que la microfinance contribue à l'autonomisation économique des femmes et l'inclusion financière via la microfinance a un impact positif sur la réduction de la pauvreté en RDC, (NKASHAMA A., 2024).

En outre, I. MANDIANGU a enrichi en outre dans son étude axée sur : « Contributions des services financiers décentralisés au développement économique en RDC », réalisée auprès de 20 institutions financières et 100 bénéficiaires en aboutissant aux résultats tels que : 65% des bénéficiaires ont accès à des services financiers pour la première fois ; 80% des institutions ont élargi leur portefeuille de services ; croissance de 20% des investissements dans les PME locales ; réduction de 15% des taux d'intérêt moyens ; augmentation de 25% des dépôts d'épargne et 70% des bénéficiaires ont amélioré leur niveau de vie. L'auteur a conclu que les services financiers décentralisés renforcent l'inclusion économique, la diversification des produits financiers répond aux besoins locaux et a suggéré le renforcement de la régulation, formation des acteurs locaux et extension des services aux zones rurales, (MANDIANGU I., 2025).

Dans l'étude de marché pour l'implantation d'une institution de microfinance au Kasai faite par le Fonds de Promotion de la Microfinance (FPM) auprès de 30 MPME locales, 5 institutions financières. 55% des MPME n'ont pas accès à des services financiers formels. Il s'est observé les résultats démontrant que 70% des MPME expriment un besoin en crédit ; 60% des MPME souhaitent des formations en gestion financière ; 50% sont prêtes à adopter des services financiers numériques ; 80% des institutions financières envisagent d'étendre leurs services au Kasai et 65% des répondants estiment que l'implantation d'une IMF stimulerait l'économie locale en aboutissant à la conclusion selon laquelle l'accès au financement est un obstacle majeur au développement des MPME et l'implantation d'une IMF au Kasai est viable et bénéfique pour les MPME locales, (FPM, 2016).

Enfin, dans un Rapport narratif consolidé du projet ACTIF en RDC réalisé par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) qui avait pour objectif de promouvoir l'inclusion financière et l'éducation financière à travers le projet ACTIF, une étude menée auprès des bénéficiaires du projet dans plusieurs provinces, y compris le Kasai-Central, les résultats prouvent que : 60% des bénéficiaires ont amélioré leur accès aux services financiers ; 50% ont augmenté leur niveau d'éducation financière ; 70% ont adopté des pratiques financières plus inclusives ; 40% ont démarré ou développé une activité économique ; 30% des ont accès à des services financiers numériques et 80% des bénéficiaires estiment que le

projet a amélioré leur qualité de vie et en conclusion leur projet ACTIF a contribué positivement à l'inclusion financière en RDC., (PNUD, 2019).

2. Méthodologie

L'étude adopte une approche descriptive et analytique à caractère empirique. L'unité statistique ou la population cible est constituée des habitants de la ville de Kananga. Un échantillon de 384 individus a été constitué selon une méthode non probabiliste, avec consentement volontaire. Les données ont été recueillies à l'aide d'un questionnaire structuré, d'entretiens semi-directifs et d'observations et traitées sous STATA 15.1 en utilisant des analyses univariées, bivariées et multi variées. L'échantillon sera trouvé à partir de la formule ci-après :

Tableau N°01 : Calcul de la taille de l'échantillon

$n = \frac{Z^2 \cdot P \cdot Q}{e^2}$	$n = \frac{1,96^2 \times 0,5 \times 0,5}{0,05^2} = 384,16 \text{ ou } 384$
---------------------------------------	--

Source : élaboré à partir de statistiques disponibles.

Où : **n** : la taille de l'échantillon ; **Z** : l'écart fixé en général à 1,96 et qui correspond à un degré de confiance de 95% où le risque d'erreur est de 5% ; **P** : la proportion de la population cible possédant une caractéristique donnée. S'il n'existe pas d'estimation disponible, on utilise 50%. Dans le cas sous examen, il s'agit d'un taux d'inclusion financière (taux de bancarisation) de la ville de Kananga autrement dit, le pourcentage des personnes adultes ayant des comptes en banques ou dans les institutions financières dans la ville de Kananga ; **Q** : la proportion contraire à P (soit $Q = 1 - P$) ; **e** : le degré de précision voulu qui est en général de 5% soit 0,05. Dans la présente étude, nous considérons $Z = 1,96$ soit 5% du seuil d'erreur et 95% de degré de confiance ; $P = 50\%$ puisqu'il n'existe pas d'estimation disponible sur le nombre des personnes adultes ayant des comptes en banques ou dans les institutions de microfinance dans la ville de Kananga, ensuite $Q = 50\%$ (soit $Q = 1 - 0,5 = 0,5$) et en fin $e = 0,05$ soit 5%. Ainsi, en appliquant la formule avec toutes les données ci-dessus, notre échantillon trouvé en prenant : $n = 1,96^2 \times 0,50 \times 0,50 / 0,05^2 = 384,16$ soit 384 Individus qui ont fait partie de l'enquête.

Les individus concernés par cette étude remplissent les critères suivants : Être habitant de la ville de Kananga ; Être habitant de la commune choisie pour l'enquête ; Être disponible à répondre à nos questions ; Savoir parler Français ou lire correctement et Être âgé de 18 ans ou plus.

3. Présentation des résultats

A. Analyse Univariée

Tableau N°02 : sexe de l'enquêté

Quel est votre sexe ?					
		Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	M	256	66,7	66,7	66,7
	F	128	33,3	33,3	100,0
	Total	384	100,0	100,0	

Source : Elaboré par nous-mêmes à partir de l'enquête menée.

Ce tableau présente les données relatives au sexe des individus enquêtés. Il nous renseigne que, sur un échantillon de 384 individus, les hommes représentent 66,7% soit 256 hommes et les femmes 33,3% soit 128 femmes.

Tableau N°03 : âge de l'enquêté

Quel est votre âge ?					
		Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	Moins de 20 ans	68	17,7	17,7	17,7
	De 20 à 35ans	196	51,0	51,0	68,8
	De 36 à 50 ans	92	24,0	24,0	92,7
	De 50 ans à plus	28	7,3	7,3	100,0
	Total	384	100,0	100,0	

Source : Elaboré par nous-mêmes à partir de l'enquête menée.

Ce tableau reprend les intervalles d'âges des individus enquêtés. Il sied de signaler que, sur un échantillon de 384 individus, 51,0% soit 196 individus ont l'âge qui varie entre 20 à 35 ans; 24,0% soit 92 personnes ont l'âge qui varie entre 36 à 50 ans en fin, les deux autres catégories : moins de 20 ans et de 50 ans à plus sont représentés respectivement à 17,0% soit 68 personnes et 7,3% soit 28 personnes.

Tableau N°04 : Niveau d'étude de l'enquêté

Quel est votre niveau d'études ?					
		Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	Sans niveau	44	11,5	11,5	11,5
	Diplômé	208	54,2	54,2	65,6
	Gradué	76	19,8	19,8	85,4
	Licencié	56	14,6	14,6	100,0
	Total	384	100,0	100,0	

Source : Elaboré par nous-mêmes à partir de l'enquête menée.

Ce tableau montre les données relatives au niveau d'étude des individus enquêtés. Il nous renseigne que, sur un échantillon de 384 individus, 54,2% soit 208 personnes sont des

diplômés ; 19,8% soit 76 personnes sont des gradués ensuite les licenciés sont représentés à 14,6% soit 56 personnes en fin les personnes n'ayant aucun niveau d'étude représentées à 11,5% soit 44 personnes.

Tableau N°05 : profession de l'enquêté

Quelle est votre profession ?		Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	Agent et fonctionnaire de l'Etat	100	26,0	26,0	26,0
	Salarié dans une entreprise privée	28	7,3	7,3	33,3
	Commerçant et/ou entrepreneur	56	14,6	14,6	47,9
	Étudiant ou élève	120	31,3	31,3	79,2
	Chômeur	80	20,8	20,8	100,0
	Total	384	100,0	100,0	

Source : Elaboré par nous-mêmes à partir de l'enquête menée.

Ce tableau fournit les données relatives à la profession des individus enquêtés. Il sied de signaler que, sur un échantillon de 384 individus enquêtés, les étudiants et/ou élèves représentent 31,3% soit 120 personnes ; les agents et fonctionnaires de l'Etat représentent 26,0% soit 100 personnes ensuite les chômeurs représentent 20,8% soit 80 personnes en fin, les salariés dans les entreprises privées et les commerçants sont représentés respectivement à 7,3% soit 28 personnes et 14,6% soit 56 personnes.

Tableau N°06 : commune de l'enquêté

Quelle est votre commune ?		Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	Kananga	96	25,0	25,0	25,0
	Ndesha	54	14,0	14,0	39,0
	Katoka	65	17,0	17,0	56,0
	Nganza	119	31,0	31,0	87,0
	Lukonga	50	13,0	13,0	100,0
	Total	384	100,0	100,0	

Source : Elaboré par nous-mêmes à partir de l'enquête menée.

Ce tableau présente les données sur les communes des résidences des individus enquêtés. Il nous renseigne que, sur un échantillon de 384 individus, 119 personnes soit 31,0% habitent la commune de Nganza; 96 personnes soit 25,0% habitent la commune de Kananga; 65 personnes soit 17,0% habitent la commune de Katoka; ensuite 54 personnes soit 14,0%

habitent la commune de Ndesha et en fin, 50 personnes soit 13,0% habitent la commune de Lukonga. Cependant, cette répartition à été faite au prorata de chaque commune.

Tableau N°07 : nombre des personnes enquêtées ayant des comptes en banque ou dans les institutions de microfinance

Avez-vous un compte en banque ou dans une institution de microfinance?					
		Effectif s	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	O u i	108	28,1	28,1	28,1
	N o n	276	71,9	71,9	100,0
Total		384	100,0	100,0	

Source : Elaboré par nous-mêmes à partir de l'enquête menée.

Ce tableau présente les données relatives au nombre des personnes ayant des comptes en banque ou dans les institutions de microfinance parmi les individus enquêtés. Il nous renseigne que, sur un échantillon de 384 individus, 108 personnes soit 28,1% ont des comptes en banque ou dans les institutions de microfinance et 276 personnes soit 71,8% n'ont pas des comptes en banque ou dans les institutions de microfinance. Ces résultats prouvent que, la ville de Kananga est moins incluse financièrement.

Tableau N°08 : motif d'ouverture d'un compte bancaire ou dans une institution de microfinance

		Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	% cumulé
Valide	Pour épargner	40	10,4	37,0	37,0
	Pour la sécurité des fonds	8	2,1	7,4	44,4
	Pour recevoir mon salaire	56	14,6	51,9	96,3
	Pour accéder au crédit	4	1,0	3,7	100,0
	Total		108	28,1	100,0
Manquante	manquant	276	71,9		
Total		384	100,0		

Source : Elaboré par nous-mêmes à partir de l'enquête menée.

Ce tableau présente les données relatives au motif de détention ou d'ouverture d'un compte bancaire ou dans une institution de microfinance évoqué par les individus enquêtés. Il nous renseigne que, sur un effectif de 108 personnes soit 28,1% ayant des comptes en banque ou dans les institutions de microfinance, 56 personnes soit 51,9% ont de compte pour recevoir leurs salaires ; 40 personnes soit 37,0% ont des comptes pour épargné ; 8 personnes soit 7,4% ont des comptes pour assurer la sécurité de leurs fonds en fin, 4 personnes soit 3,7% pour

accéder aux crédits. Ces résultats prouvent que, la majorité des personnes dans la ville de Kananga ont des comptes pour recevoir leurs salaires.

En outre, signalons que, sur un échantillon total de 384 individus enquêtés, 108 personnes soit 28,1% ayant des comptes sont ceux qui ont répondu à cette question ; 276 personnes soit 71,9% qui n'ont pas des comptes n'ont pas répondu à cette question. Cela s'explique par le fait que, les personnes ayant des comptes sont ceux qui devraient nous expliquer clairement le motif de détention ou d'ouverture d'un compte bancaire ou dans les institutions de microfinance. C'est ainsi que dans ce tableau, il y a une colonne sur les données "manquantes" relatives au nombre des personnes n'ayant pas des comptes et qui n'ont pas répondu à cette question, soit 276 personnes (71,9%).

Tableau N°09 : demande de crédit

Avez-vous une fois sollicité un crédit ?					
		Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	% cumulé
Valide	Oui	20	5,2	18,5	18,5
	Non	88	22,9	81,5	100,0
	Total	108	28,1	100,0	
Manquante	Système manquant	276	71,9		
Total		384	100,0		

Source : Elaboré par nous-mêmes à partir de l'enquête menée.

Ce tableau présente les données sur le nombre des personnes ayant déjà sollicité un crédit dans une banque ou dans une institution de microfinance parmi les individus enquêtés. Il nous renseigne que, sur un effectif de 108 personnes soit 28,1% ayant des comptes en banque ou dans les institutions de microfinance, 88 personnes soit 81,5% n'ont jamais sollicitées un crédit dans une banque ou dans une institution de microfinance et 20 personnes soit 18,5% ont déjà sollicité un crédit dans une banque ou dans une institution de microfinance. Ceci nous démontre le niveau faible de demande de crédit bancaire ou dans les institutions de microfinance dans la ville de Kananga.

Cependant, sur un échantillon total de 384 individus enquêtés, 108 personnes soit 28,1% ayant des comptes sont ceux qui ont répondu à cette question ; 276 personnes soit 71,9% qui n'ont pas des comptes n'ont pas répondu à cette question. Cela s'explique par le fait que, les personnes ayant des comptes sont ceux qui devraient nous expliquer s'ils ont déjà ou non solliciter un crédit dans une banque ou dans une institution de microfinance. C'est ainsi que dans ce tableau, il y a une colonne sur les données "manquantes" relatives au nombre des personnes n'ayant pas des comptes et qui n'ont pas répondu à cette question, soit 276 personnes (71,9%).

Tableau N°10 : fréquence d'utilisation de compte bancaire

		Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	% cumulé
Valide	Plusieurs fois	36	9,4	33,3	33,3
	Une seule fois	68	17,7	63,0	96,3
	Aucune fois	4	1,0	3,7	100,0
	Total	108	28,1	100,0	
Manquante	Système manquant	276	71,9		
Total		384	100,0		

Source : Elaboré par nous-mêmes à partir de l'enquête menée.

Ce tableau présente les données relatives à la fréquence d'utilisation des comptes bancaires. Il nous renseigne que, sur un effectif de 108 personnes soit 28,1% ayant des comptes en banque ou dans les institutions de microfinance, 68 personnes soit 63,0% utilisent une fois par mois leurs comptes ; 36 personnes soit 33,3% utilisent plusieurs fois leurs comptes par mois en fin 4 personnes soit 3,7% n'utilisent en aucune fois leurs comptes par mois.

En effet, sur un échantillon total de 384 individus enquêtés, 108 personnes soit 28,1% ayant des comptes sont ceux qui ont répondu à cette question ; 276 personnes soit 71,9% qui n'ont pas des comptes n'ont pas répondu à cette question. Cela s'explique par le fait que, les personnes ayant des comptes sont ceux qui devraient nous expliquer combien des fois par mois utilisent- ils leurs comptes bancaires ou dans les institutions de microfinance. C'est ainsi que dans ce tableau, il y a une colonne sur les données " manquantes" relatives au nombre des personnes n'ayant pas des comptes et qui n'ont pas répondu à cette question, soit 276 personnes (71,9%).

Tableau N°11 : Appréciation des services financiers

Comment appréciez-vous les services financiers que votre institution vous rend-t-elle?					
		Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	% cumulé
Valide	Excellent	12	3,1	11,1	11,1
	Bon	52	13,5	48,1	59,3
	Assez bien	32	8,3	29,6	88,9
	Mauvais	12	3,1	11,1	100,0
	Total	108	28,1	100,0	
Manquante	Système manquant	276	71,9		
Total		384	100,0		

Source : Elaboré par nous-mêmes à partir de l'enquête menée.

Ce tableau montre les données sur la manière dont les utilisateurs des services financiers apprécient les différents services leurs rendus dans les institutions financières respectives. Il

nous renseigne que, sur un effectif de 108 personnes soit 28,1% ayant des comptes en banque ou dans les institutions de microfinance, 52 personnes soit 48,1% jugent bon les services financiers leurs rendus ; 32 personnes soit 29,6% jugent assez bien les services leurs rendus enfin 12 personnes soit 11,1% jugent respectivement d'excellent service et de mauvais service.

Ainsi, sur un échantillon total de 384 individus enquêtés, 108 personnes soit 28,1% ayant des comptes sont ceux qui ont répondu à cette question ; 276 personnes soit 71,9% qui n'ont pas des comptes n'ont pas répondu à cette question. Cela s'explique par le fait que, les personnes ayant des comptes sont ceux qui devraient apprécier les différents services financiers dont leurs institutions mettent à leurs dispositions. C'est ainsi que dans ce tableau, il y a une colonne sur les données " manquantes" relatives au nombre des personnes n'ayant pas des comptes et qui n'ont pas répondu à cette question, soit 276 personnes (71,9%).

Tableau N°12 : Obstacles ou contraintes à l'inclusion financière

Pourquoi n'avez-vous pas un compte en banque ou dans une institution de microfinance?					
		Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	% cumulé
Valide	Niveau de revenu faible	196	51,0	71,0	71,0
	Je ne sais pas où aller et comment faire	8	2,1	2,9	73,9
	Inexistence des institutions financières dans la commune	8	2,1	2,9	76,8
	Manque de confiance dans une banque ou dans une institution de microfinance	28	7,3	10,1	87,0
	Niveau d'instruction faible	16	4,2	5,8	92,8
	Tarifs bancaires très élevés	8	2,1	2,9	95,7
	Pas besoin des services d'une banque	12	3,1	4,3	100,0
	Total	276	71,9	100,0	
Manquante	Système manquant	108	28,1		
Total		384	100,0		

Source : Elaboré par nous-mêmes à partir de l'enquête menée.

Ce tableau présente les données relatives aux obstacles ou contraintes qui empêchent certaines personnes d'avoir des comptes en banque ou dans les institutions de microfinance. Il nous renseigne que, sur un effectif de 271 personnes soit 71,9% n'ayant pas des comptes en

banque ou dans les institutions de microfinance, 196 personnes soit 71,0% reconnaissent avoir un niveau de revenu faible qui les empêchent d'obtenir ou d'avoir des comptes en banque ou dans les institutions de microfinance; 28 personnes soit 10,1% n'ont pas confiance aux banques et aux institutions de microfinance; 16 personnes soit 5,8 ont un niveau d'instruction faible qui les empêchent d'avoir des comptes en banque ou dans les institutions de microfinance ensuite 12 personnes soit 4,3% n'ont pas besoin des services d'une banque ou d'une institution de microfinance en fin, d'autres facteurs comme les tarifs bancaires très élevés, l'inexistence des institutions financières dans l'entité (dans la commune) et le manque d'information sur comment faire et où aller sont représentés respectivement à 2,9% soit 8 personnes qui ont ces difficultés. Ce résultat prouve que, le niveau de revenu faible est un facteur qui explique l'exclusion financière profonde dans la ville de Kananga. Cela nous permet d'infirmer à notre deuxième hypothèse selon laquelle " le manque de confiance dans les institutions financières serait un facteur qui explique l'exclusion financière dans la ville de Kananga".

Signalons que, sur un échantillon total de 384 individus enquêtés, 276 personnes soit 71,9% n'ayant pas des comptes en banque ou dans les institutions de microfinance sont ceux qui ont répondu à cette question ; 108 personnes soit 28,1% qui ont des comptes n'ont pas répondu à cette question. Cela s'explique par le fait que, les personnes n'ayant pas des comptes sont ceux qui devraient nous expliquer clairement les contraintes ou raisons qui les empêchent d'avoir des comptes en banque ou dans les institutions de microfinance. C'est ainsi que dans ce tableau, il y a une colonne sur les données " manquantes" relatives au nombre des personnes ayant des comptes en banque ou dans les institutions de microfinance qui n'ont pas répondu a cette question, évalué à 108 personnes soit 28,1%.

Tableau N°13 : accès des pauvres aux services financiers formels

Pensez-vous que les pauvres peuvent avoir des comptes en banque ou dans les institutions de microfinance?					
		Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	Oui	220	57,3	57,3	57,3
	Non	164	42,7	42,7	100,0
	Total	384	100,0	100,0	

Source : nous même à partir de l'enquête effectuée dans la ville de Kananga.

Ce tableau présente les données sur la connaissance dont disposent les individus enquêtés en rapport avec l'accès des pauvres aux services financiers formels. Il nous renseigne que, sur un échantillon de 384 individus, 220 personnes soit 57,3% pensent que les pauvres peuvent avoir des comptes en banque ou dans les institutions de microfinance et 164 personnes soit 42,7%

pensent également que les pauvres ne peuvent pas avoir des comptes en banque ou dans les institutions de microfinance.

Tableau N°14 : connaissance sur la banque ou sur les institutions de microfinance

Avez-vous des connaissances sur la banque et/ou les IMF ?					
		Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	% cumulé
Valide	Oui	236	61,5	61,5	61,5
	Non	148	38,5	38,5	100,0
	Total	384	100,0	100,0	

Source : Elaboré par nous-mêmes à partir de l'enquête menée.

Ce tableau fournit les données relatives aux connaissances dont les individus enquêtés disposent sur la banque ou les institutions de microfinance. Il nous renseigne que, sur un échantillon de 384 individus enquêtés, 236 personnes soit 61,5% ont des connaissances sur la banque ou les institutions de microfinance (notions relatives aux banques ou aux institutions de microfinance) et 148 personnes soit 38,5% n'ont aucune connaissance sur la banque ou les institutions de microfinance.

Tableau N°15 : préférence des individus enquêtés entre la thésaurisation et l'épargne dans les institutions financières

Que préférez-vous entre ?					
		Effectifs	Pourcentage	% valide	% cumulé
Valide	Garder l'argent à la maison	96	25,0	25,0	25,0
	Déposer l'argent en banque et/ou dans une institution de microfinance?	288	75,0	75,0	100,0
	Total	384	100,0	100,0	

Source : Elaboré par nous-mêmes à partir de l'enquête menée.

Ce tableau présente les données sur la préférence des individus enquêtés entre la thésaurisation et l'épargne dans les institutions financières formelles. Il démontre que, sur un échantillon de 384 individus enquêtés, 288 personnes soit 75,0% préfèrent déposer l'argent en banque ou dans les institutions de microfinance et 96 personnes soit 25,0% préfèrent garder l'argent à la maison.

B. Analyse bi et multivariée

Tableaux croisé N°16 : nombre des personnes ayant des comptes en banque ou dans les institutions de microfinance selon leur sexe

Tableau croisé : Avez-vous un compte en banque ou dans une institution de microfinance ? * Quel est votre sexe?				
Effectif				
		Quel est votre sexe?		Total
		M	F	
Avez-vous un compte en banque ou dans une institution de microfinance?	Oui	92	16	108
	Non	164	112	276
Total		256	128	384

Source : Elaboré par nous-mêmes à partir de l'enquête menée.

Ce tableau fait ressortir la liaison entre le nombre des personnes ayant des comptes en banque ou dans les institutions de microfinance à leur sexe. Il nous renseigne que, sur un échantillon de 384 individus enquêtés, 108 personnes soit 28,1% ont des comptes en banque ou dans les institutions de microfinance parmi lesquels les hommes représentent 85,2% soit 92 personnes et les femmes représentent 14,8% soit 16 femmes. Ce résultat prouve que, dans la ville de Kananga les hommes sont plus inclus financièrement que les femmes.

Tableau croisé N°17 : nombre des personnes ayant des comptes en banque ou dans les institutions de microfinance selon leurs communes de résidence

Tableau croisé Avez-vous un compte en banque ou dans une institution de microfinance ? Et Quelle est votre commune?							
Effectif							
		Quelle est votre commune ?					Total
		Kananga	Ndesha	Katoka	Nganza	Lukonga	
Avez-vous un compte en banque ou dans une IMF?	Oui	40	24	20	16	8	108
	Non	56	30	45	103	42	276
Total		96	54	65	119	50	384

Source : Elaboré par nous-mêmes à partir de l'enquête menée.

Ce tableau fait la liaison entre le nombre des personnes ayant des comptes en banque ou dans les institutions de microfinance selon leurs communes de résidence. Il nous renseigne que, sur un échantillon de 384 individus enquêtés, 108 personnes soit 28,1% ont des comptes en banque ou dans les institutions de microfinance parmi lesquels, 40 personnes soit 37,0% habitent la commune de Kananga ; 24 personnes soit 22,2% habitent la commune de Ndesha; 20 personnes soit 18,5% habitent la commune de Katoka ensuite, 16 personnes soit 14,8% habitent la commune de Nganza en fin, 8 personnes soit 7,5% habitent la commune de Lukonga.

Ce résultat prouve que, la commune de Kananga est plus incluse financièrement dans la ville de Kananga et celle de Lukonga moins incluse financièrement toujours dans la même ville. Ceci nous permet de confirmer notre première hypothèse selon laquelle " la commune de Lukonga serait moins incluse financièrement dans la ville de Kananga".

Tableau croisé N°18 : Nombre des personnes ayant des comptes en banque ou dans les institutions de microfinance selon leur âge

Tableau croisé Avez-vous un compte en banque ou dans une institution de microfinance ? * Quel est votre âge?						
Effectif						
		Quel est votre âge ?				Total
		Moins de 20 ans	De 20 à 35 ans	De 36 à 50 ans	De 50 à plus	
Avez-vous un compte en banque ou dans une IMF?	Oui	4	36	44	24	108
	Non	64	160	48	4	276
Total		68	196	92	28	384

Source : nous même à partir de l'enquête effectuée dans la ville de Kananga.

Ce tableau fait la liaison entre le nombre des personnes ayant des comptes en banque ou dans les institutions de microfinance à leur âge respectif. Il nous renseigne que, sur un échantillon de 384 individus enquêtés, 108 personnes soit 28,1% ont des comptes en banque ou dans les institutions de microfinance parmi lesquels 44 personnes soit 40,7% ont l'âge qui varie entre 36 à 50 ans ; 36 personnes soit 33,3% ont l'âge qui varie entre 20 à 35 ans, en suite 24 personnes soit 22,2% ont l'âge qui varie de 50 ans à plus en fin les personnes ayant moins de 20 ans sont représentés à 3,8% soit 4 personnes.

Ce résultat prouve que, dans la ville de Kananga, les personnes ayant l'âge qui varie entre 36 à 50 ans sont plus incluses financièrement que les autres.

Tableau croisé N°19 : nombre des personnes ayant des comptes en banque ou dans les institutions de microfinance selon leurs professions

Tableau croisé Avez-vous un compte en banque ou dans une institution de microfinance? et Quelle est votre profession?							
Effectif							
		Quelle est votre profession ?					Total
		Agent et fonctionnaire de l'Etat	Salarié dans une entreprise privée	Commerçant et/ou entrepreneur	Etudiant ou élève	Chômeur	
Avez-vous un compte en banque ou dans une IMF ?	Oui	72	4	8	20	4	108
	Non	28	24	48	100	76	276
Total		100	28	56	120	80	384

Source : nous même à partir de l'enquête effectuée dans la ville de Kananga.

Ce tableau fait la liaison entre le nombre des personnes ayant des comptes en banque ou dans les institutions de microfinance selon leur profession. Il nous renseigne que, sur un effectif de 108 personnes soit 28,1% des individus enquêtés ayant des comptes en banque ou dans les institutions de microfinance, 72 personnes soit 66,7% sont des agents et fonctionnaires de l'Etat ; 20 personnes soit 18,5% sont des étudiants et élèves ; 8 personnes soit 7,4% sont des commerçants et des entrepreneurs en fin, les chômeurs et les salariés dans les entreprises privées sont représentés respectivement à 3,7% soit 4 personnes pour les deux catégories. Ce résultat prouve que, les agents et fonctionnaires de l'Etat sont plus inclus financièrement dans la ville de Kananga.

Tableau N°20 : nombre des personnes ayant des comptes en banque ou dans les institutions de microfinance selon leur niveau d'étude.

Tableau croisé Avez-vous un compte en banque ou dans IMF ? et Quel est votre niveau d'étude?						
Effectif		Quel est votre niveau d'étude ?				Total
		Sans niveau	Diplômé	Gradué	Licencié	
Avez-vous un compte en banque ou dans une IMF ?	Oui	0	24	36	48	108
	Non	44	184	40	8	276
Total		44	208	76	56	384

Source : nous même à partir de l'enquête effectuée dans la ville de Kananga.

Ce tableau fait la liaison entre le nombre des personnes ayant des comptes en banque ou dans les institutions de microfinance à leur niveau d'étude. Il nous renseigne que, sur un effectif de 108 personnes soit 28,1% des individus enquêtés ayant des comptes en banque ou dans les institutions de microfinance, 48 personnes soit 44,5% sont des licenciés ; 36 personnes soit 33,3% sont des gradués ensuite, 24 personnes soit 22,2% sont des diplômés en fin les personnes n'ayant aucun niveau sont représentés à 0,00%. Ce résultat prouve que, dans la ville de Kananga, les personnes ayant un niveau d'étude plus élevé dans le cas échéant les licenciés sont plus inclus financièrement. Ceci nous pousse à dire que les individus ayant fait plusieurs études ont plus de chance d'être inclus financièrement que ceux d'autres.

4. Interprétation des résultats

Au regard de nos questions d'enquête, nous sommes partis de deux hypothèses selon lesquelles" la commune de Lukonga serait moins incluse financièrement dans la ville de Kananga et en fin, le manque de confiance dans les institutions financières serait un facteur qui explique l'exclusion financière dans la ville de Kananga".

Au terme de l'application des questionnaires d'enquête et après avoir dépouillé et analysé les données, nous sommes arrivés aux résultats selon lesquels :

- ❖ La majorité des personnes dans la ville de Kananga n'ont pas de comptes en banque ou dans les institutions de microfinance. Sur un échantillon de 384 individus enquêtés, 108 personnes soit 28,1% ont des comptes en banque ou dans les institutions de microfinance et 276 personnes soit 71,8% n'ont pas des comptes en banque ou dans les institutions de microfinance. Ce résultat démontre le niveau faible d'inclusion financière dans la ville de Kananga.
- ❖ Les hommes ont plus des comptes en banque ou dans les institutions de microfinance et donc, ils accèdent plus aux services financiers formels que les femmes. Sur un effectif de 108 individus enquêtés soit 28,1% ayant des comptes en banque ou dans les institutions de microfinance, les hommes représentent 85,2% soit 92 hommes en fin, les femmes représentent 14,8% soit 16 femmes. Ce résultat prouve que, dans la ville de Kananga les hommes sont plus inclus financièrement que les femmes.
- ❖ De toutes les communes que composent la ville de Kananga, la majorité des personnes ayant des comptes en banque ou dans les institutions de microfinance habitent la commune de Kananga et la commune de Lukonga est faiblement représentée. Parmi les 108 individus enquêtés soit 28,1% ayant des comptes en banque ou dans les institutions de microfinance, 40 personnes soit 37,0% habitent la commune de Kananga; 24 personnes soit 22,2% habitent la commune de Ndesha; 20 personnes soit 18,5% habitent la commune de Katoka ensuite, 16 personnes soit 14,8% habitent la commune de Nganza en fin, 8 personnes soit 7,5% habitent la commune de Lukonga. Ce résultat prouve que, la commune de Kananga est plus incluse financièrement dans la ville de Kananga et celle de Lukonga est moins incluse financièrement toujours dans ladite ville. Ceci nous permet de confirmer notre première hypothèse selon laquelle " la commune de Lukonga serait moins incluse financièrement dans la ville de Kananga".
- ❖ Les personnes ayant l'âge qui varie entre 36 à 50 ans ont plus des comptes en banque ou dans les institutions de microfinance que les autres tranches d'âges. Sur un effectif de 108 individus enquêtés soit 28,1% qui ont des comptes en banque ou dans les institutions de microfinance, 44 personnes soit 40,7% ont l'âge qui varie entre 36 à 50 ans; 36 personnes soit 33,3% ont l'âge qui varie entre 20 à 35 ans, en suite 24 personnes soit 22,2% ont l'âge qui varie de 50 ans à plus, en fin les personnes ayant

moins de 20 ans sont représentés à 3,8% soit 4 personnes. Ce résultat prouve que, dans la ville de Kananga, les personnes ayant l'âge qui varie entre 36 à 50 ans sont plus incluses financièrement que les autres tranches d'âges.

- ❖ Les agents et fonctionnaires de l'État ont plus des comptes en banque ou dans les institutions de microfinance que les autres catégories (profession). Sur un effectif de 108 personnes soit 28,1% des individus enquêtés ayant des comptes en banque ou dans les institutions de microfinance, 72 personnes soit 66,7% sont des agents et fonctionnaires de l'Etat; 20 personnes soit 18,5% sont des étudiants et élèves; 8 personnes soit 7,4% sont des commerçants et des entrepreneurs en fin, les chômeurs et les salariés dans les entreprises privées sont représentés respectivement à 3,7% soit 4 personnes pour les deux catégories. Ce résultat prouve que, les agents et fonctionnaires de l'Etat sont plus inclus financièrement dans la ville de Kananga.
- ❖ Les personnes ayant un niveau d'étude plus élevé, dans le cas échéant, les licenciés ont plus des comptes en banque ou dans les institutions de microfinance, et donc accèdent plus aux services financiers formels que les autres. Sur un effectif de 108 personnes soit 28,1% des individus enquêtés ayant des comptes en banque ou dans les institutions de microfinance, 48 personnes soit 44,5% sont des licenciés ; 36 personnes soit 33,3% sont des gradués ensuite, 24 personnes soit 22,2% sont des diplômés en fin les personnes n'ayant aucun niveau sont r représentés à 0,00%. Ce résultat prouve que, dans la ville de Kananga, les personnes ayant un niveau d'étude plus élevé dans le cas échéant les licenciés sont plus inclus financièrement. Ceci nous pousse à dire que les individus ayant fait plusieurs études ont plus de chance d'être inclus financièrement que d'autres.
- ❖ La majorité des personnes dans la ville de Kananga ont des comptes pour recevoir les salaires. Sur un effectif de 108 personnes soit 28,1% ayant des comptes en banque ou dans les institutions de microfinance, 56 personnes soit 51,9% ont de compte pour recevoir leurs salaires ; 40 personnes soit 37,0% ont des comptes pour épargner ; 8 personnes soit 7,4% ont des comptes pour assurer la sécurité de leurs fonds en fin, 4 personnes soit 3,7% pour accéder aux crédits. Ce résultat prouve que, la majorité des personnes dans la ville de Kananga ont des comptes pour recevoir leurs salaires.
- ❖ La majorité des personnes ayant des comptes en banque ou dans les institutions de microfinance n'ont jamais sollicité un crédit, seul la minorité en sollicite. Sur un effectif de 108 personnes soit 28,1% ayant des comptes en banque ou dans les

institutions de microfinance, 88 personnes soit 81,5% n'ont jamais sollicité un crédit dans une banque ou dans une institution de microfinance et 20 personnes soit 18,5% ont déjà sollicité un crédit dans une banque ou dans une institution de microfinance. Ceci nous démontre le niveau faible de demande de crédit bancaire ou dans les institutions de microfinance dans la ville de Kananga.

- ❖ Le niveau de revenu faible est un facteur qui explique l'exclusion financière dans la ville de Kananga. Sur un effectif de 271 personnes soit 71,9% n'ayant pas des comptes en banque ou dans les institutions de microfinance, 196 personnes soit 71,0% reconnaissent avoir un niveau de revenu faible qui les empêchent d'obtenir ou d'avoir des comptes en banque ou dans les institutions de microfinance; 28 personnes soit 10,1% n'ont pas confiance aux banques et aux institutions de microfinance; 16 personnes soit 5,8% ont un niveau d'instruction faible qui les empêchent d'avoir des comptes en banque ou dans les institutions de microfinance ensuite 12 personnes soit 4,3% n'ont pas besoin des services d'une banque ou d'une institution de microfinance en fin, d'autres facteurs comme les tarifs bancaires très élevés, l'inexistence des institutions financières dans l'entité (dans la commune) et le manque d'information sur comment faire et où aller sont représentés respectivement à 2,9% soit 8 personnes qui ont ces difficultés. Ce résultat prouve que le niveau de revenu faible est un facteur qui explique l'exclusion financière profonde dans la ville de Kananga.

Conclusion

Dans ce travail, il était de notre devoir de faire une analyse de l'inclusion financière et dynamisation de l'économie locale d'une ville : cas de la ville de Kananga. L'objectif principal poursuivi à l'issue de notre recherche était d'une part, d'identifier la commune la moins incluse financièrement dans la ville de Kananga, et d'autre part, de connaître le facteur qui explique l'exclusion financière dans ladite ville.

L'atteinte et la vérification de nos hypothèses se sont faites grâce à la méthode descriptive et statistique et à la technique de convenance ; d'interview et documentaire qui nous ont permis d'éclairer l'itinéraire de notre recherche vers la récolte et la présentation des données au tour du thème en étude. Pour parvenir aux résultats, nous avons effectué une enquête dans la ville de Kananga dont avons utilisé un échantillon bien calculé constitué de 384 individus, tous prélevés dans la ville de Kananga selon leurs communes de résidence. Au terme de l'application de notre questionnaire d'enquête et après avoir dépouillé et analysé les données avec le logiciel STATA 15.1, nous avons abouti aux résultats nous permettant de confirmer

notre première hypothèse en fin, notre deuxième hypothèse se trouve donc infirmé. Dans le même ordre d'idée, les résultats obtenus démontrent que, la majorité des personnes dans la ville de Kananga n'ont pas des comptes en banque ou dans les institutions de microfinance; les hommes ont plus des comptes en banque ou dans les institutions de microfinance et donc, ils accèdent plus aux services financiers formels que les femmes; le niveau de revenu faible est un facteur qui explique l'exclusion financière dans ladite ville; les agents et fonctionnaires de l'État ont plus des comptes en banque ou dans les institutions de microfinance que les autres catégories (profession); ensuite, de toutes les communes que composent la ville de Kananga, la majorité des personnes ayant des comptes en banque ou dans les institutions de microfinance habitent la commune de Kananga et la commune de Lukonga est faiblement représentée; en fin la majorité des personnes dans la ville de Kananga ont des comptes pour recevoir leurs salaires. En vue de rendre effective l'accès des tous aux services financiers formels dans la ville de Kananga, les différentes autorités politiques et Administratives ainsi que les banques et institutions de microfinance intervenantes doivent chacun a ce qui le concernent développer des services et produits financiers qui répondent aux besoins de toutes les catégories sociales; intégrer les notions d'éducation financières dans le programme scolaire et universitaire ainsi que dans les institutions supérieures; informer et sensibiliser la population à la culture d'épargne publique; construire ou implanter les banques et/ou institutions de microfinance (des guichets) dans toutes les communes et un cadre en vue d'un environnement incitatif; en fin, sensibiliser la population à faire confiance aux institutions financières.

Références bibliographiques

1. Albouy M. (2021), *Analyse financière bancaire*, Paris, Dunod.
2. Anderson P. (2017), *Analyse des performances financières des banques*, Lyon, Presses Universitaires.
3. Benkherouf M. (2017), *La gestion des performances bancaires*, Alger, El-Djazair.
4. Betbeze J.P. (2012), *Économie bancaire*, Paris, Economica, 2012.
5. Bonin H. (2016), *Histoire des banques en Europe*, Paris, Perrin, 2016.
6. Boulanger S. (2018), *Le rôle des banques dans l'économie moderne*, Bruxelles, De Boeck, 2018.
7. Bramouille G. (2015), *Crédit et banques*, Paris, Éditions Economica, 2015.
8. Collin D. (2017), *La banque et son environnement*, Paris, La Découverte.
9. De larosiere P. (2011), *Les banques et la monnaie*, Paris, Odile Jacob.
10. Fleuriet M. (2020), *La banque*, Paris, PUF, coll. « Que sais-je ? ».
11. Freixas X. et Rochet J. (2017), *Microéconomie bancaire*, Paris, De Boeck Supérieur.
12. Gallois T. (2017), *Comptabilité bancaire approfondie*, Paris, Éditions Foucher.
13. Gertler A. (2013), *La finance pour le développement économique*, New York, Routledge.
14. Lemoine B. (2018), *Gestion de la banque et régulation prudentielle*, Paris, Revue Banque Édition.
15. Levy-lang A. (2006), *Finance et système financier*, Paris, PUF.
16. Michaud M. (2016), *La banque et son environnement économique*, Paris, Dunod.
17. Moisseron J.Y. (2016), *Économie bancaire et financière*, Paris, La Découverte.
18. Morin P. (2019), *Gestion bancaire*, Paris, Dunod.
19. Piatier J. (2014), *Gestion financière des banques*, Paris, Éditions d'Organisation.
20. Plihon D. (2009), *Les banques, acteurs de la globalisation financière*, Paris, la Découverte.
21. Puri G. (2020), *Les banques centrales et leur rôle dans l'économie*, Bruxelles, De Boeck.
22. Rachline F. (1995), *Histoire de la monnaie*, Paris, Gallimard.
23. Renard V. (2018), *Analyse des états financiers bancaires*, Paris, Revue Banque Éditions.
24. Robert D. (2015), *La gestion bancaire et la performance financière*, Paris, Economica.
25. Servet J.M. (2002), *Banques : histoire et économie*, Paris, La Découverte.